



Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte-rendu de la 33^e séance

Evaluer la qualité d'une démocratie Nouvelles approches, nouveaux indices

15 décembre 2016

Florence Faucher ouvre la séance en présentant Staffan Lindberg et ses travaux. Professeur au département de science politique de l'Université de Göteborg (Suède), celui-ci est l'un des coordinateurs du programme de recherche international V-Dem (Varieties of Democracy) et il dirige le V-Dem Institute qu'il a fondé en 2014 en partenariat avec le Kellogg Institute à l'université de Notre Dame (Indiana)¹. Ses recherches portent sur la démocratisation, la corruption et le clientélisme, notamment en Afrique (*Democracy and Elections in Africa*, Johns Hopkins, 2006) et plus précisément au Ghana. Depuis 2011, Staffan Lindberg est particulièrement impliqué dans le projet V-Dem, qui propose un nouvel indice de démocratisation, radicalement différent des indices existants, sur les plans conceptuel et méthodologique.

¹ Ce compte rendu a été rédigé par Doris Buu Sao et validé par les différent.e.s intervenant.e.s.

Staffan Lindberg

Staffan Lindberg rappelle d'abord les origines du projet. Celui-ci est né du constat des limites des études existant sur la démocratie et la démocratisation. Au terme de plus de soixante ans de recherche, les résultats demeuraient insatisfaisants, souvent contradictoires, dans la mesure où ce qu'est une démocratie ne fait pas consensus. Les principaux indices existants (ceux de Freedom House sur les droits politiques et les libertés civiles, ceux de Polity IV (Polity2), DD/Democracy and Dictatorship, EIU/Economist Intelligence Unit, etc.) sont trop restrictifs et négligent des critères d'évaluation importants comme par exemple la participation des femmes.

L'indice V-Dem entend pallier ces défauts, tout d'abord en enrichissant la définition même de la démocratie. Le principe électoral est au cœur de cette dernière (*core values*) qui se caractérise aussi par six « propriétés démocratiques », dont l'importance varie selon les régimes politiques. Il s'agit de saisir les « variétés » de démocratie existantes, en fonction de leur caractère plus ou moins libéral, consensuel, délibératif, majoritaire, égalitaire ou participatif. L'indice V-Dem est donc en premier lieu multidimensionnel.

Il s'appuie, en second lieu, sur une multiplicité d'indicateurs. Au total, les propriétés de la démocratie sont définies par 37 composantes qui se déclinent en plus de 350 indicateurs. La moitié d'entre eux sont de nature factuelle (par exemple : existe-t-il en droit des procédures de contrôle citoyen du pouvoir exécutif ?) ; la seconde moitié exige un codage plus fin (par exemple, dans quelle mesure ces procédures juridiques sont-elles effectivement mises en œuvre ?).

La troisième caractéristique de V-Dem est la multiplication des experts auxquels il est fait appel, notamment pour cette seconde catégorie d'indicateurs plus subjectifs. Quinze à vingt-cinq experts se chargent, dans chacun des 177 pays couverts par le projet, d'agréger ces indicateurs selon onze thématiques (élections, système partisan, pouvoir exécutif, pouvoir législatif, judiciaire, organisations civiles, etc.).

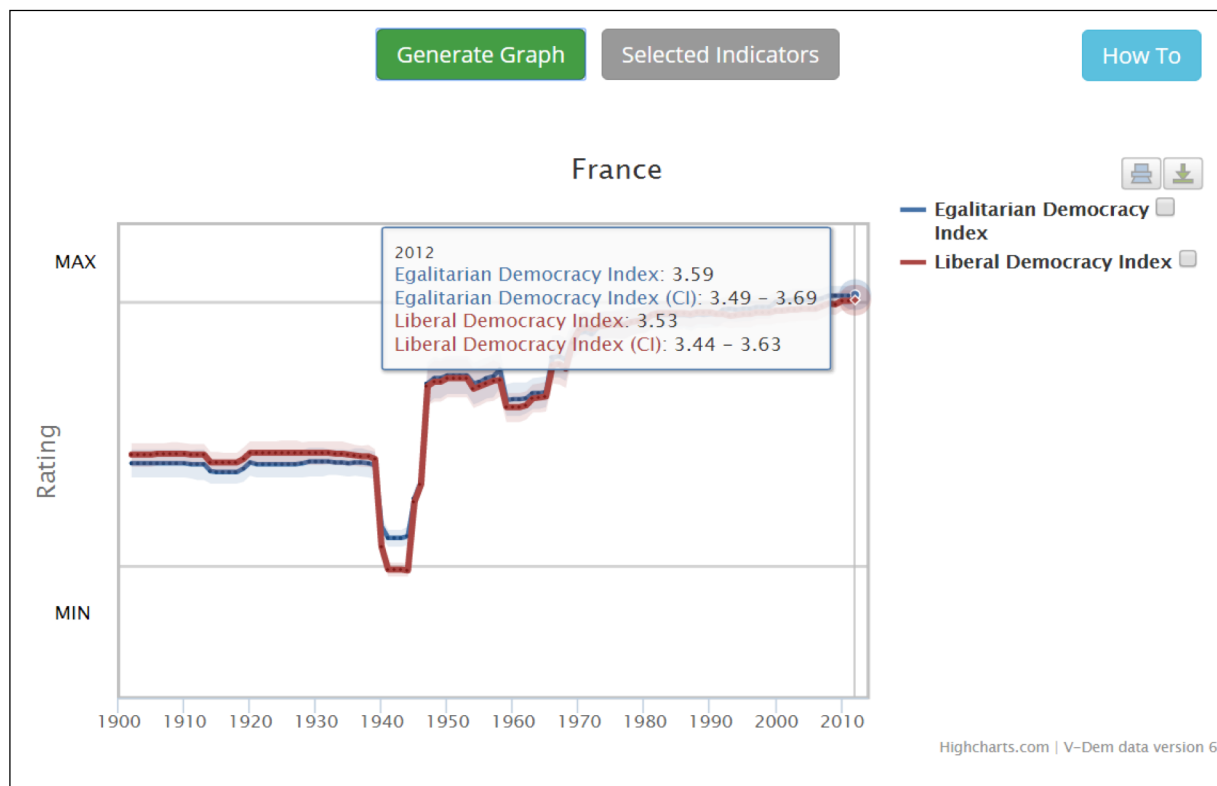
La quatrième caractéristique de V-Dem est sa dimension historique ; les données remontent parfois au début du XXe siècle. Au total, depuis 2006, 16 millions d'observations ont ainsi été

collectées pour une période qui va de 1900 à 2016. 63% d'entre elles l'ont été par des experts locaux, sélectionnés et formés par le réseau d'experts de V-Dem.

Enfin, cinquième caractéristique, les résultats ne donnent pas un simple score sur des indices de qualité de la démocratie, ils indiquent leur degré de fiabilité, les intervalles de confiance. Toutes les données et analyses produites par V-Dem sont publiées sur un site internet interactif (<https://www.v-dem.net/en/data/data-version-6-1/>). Il est possible d'y effectuer des analyses en ligne par pays, par périodes et par indicateurs ; les données sont ensuite agrégées et résumées dans un graphique dynamique. L'objectif de cet effort de transparence est de rendre les données utilisables par tous, au-delà des seuls réseaux universitaires occidentaux.

Evolution des indices de démocratie égalitaire et libérale en France

Exemple d'utilisation de l'analyse en ligne²



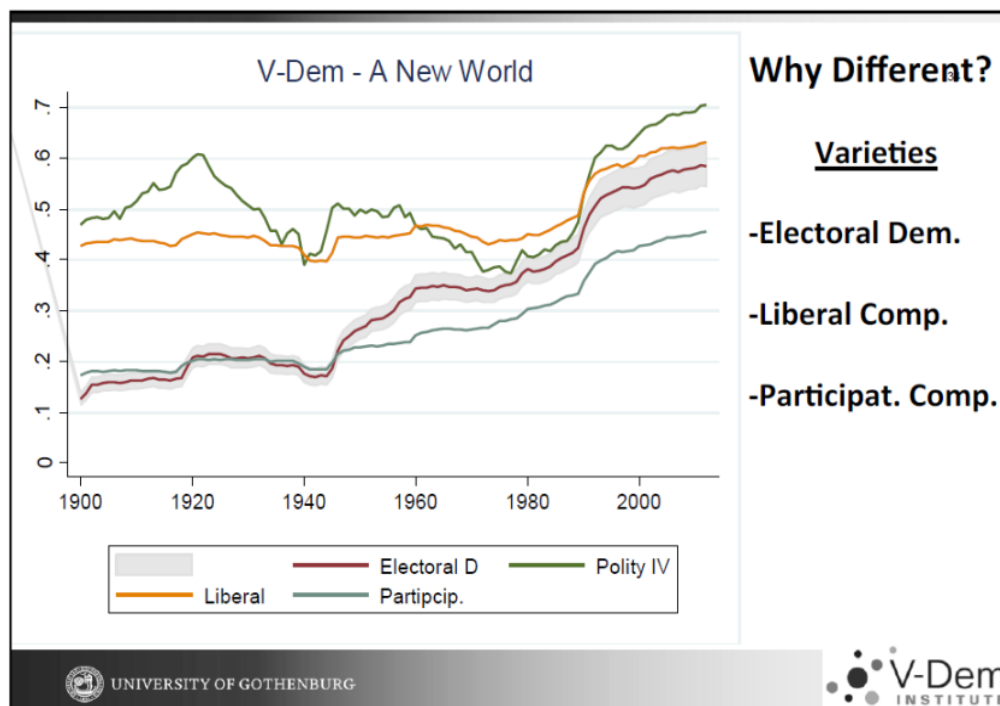
² Capture d'écran : <https://www.v-dem.net/en/analysis/CountryGraph/>.

V-Dem repose sur de multiples collaborations entre des universités locales et des institutions internationales comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou la Banque mondiale. Le cœur de l'équipe est constitué de chercheurs des Etats-Unis, de Suède et du Danemark, mais celle-ci comprend aussi des *project managers* basés dans d'autres pays comme Taïwan ou la Norvège, ainsi que de jeunes chercheurs (doctorants, post-doctorants). Au total, l'équipe compte 37 managers régionaux, 170 coordinateurs de pays et plus de 2 500 experts. Enfin, V-DEM a la particularité d'être financé par une variété d'institutions européennes publiques et privées (fondations, universités, Union européenne, ministères, etc.), ce qui constitue une garantie d'indépendance.

Staffan Lindberg précise ensuite ce qui distingue V-Dem des autres indices. Il revient d'abord sur la mesure du « noyau » électoral des démocraties, qui s'inspire du concept de « polyarchie » théorisé par Robert Dahl. La polyarchie se décline en cinq domaines : extension du droit au suffrage, élections du pouvoir exécutif, régularité des élections, liberté d'association et liberté d'expression. Chacun d'entre eux est mesuré par plusieurs indicateurs. Les scores de polyarchie, qui correspondent à l'indice de démocratie électorale, peuvent être comparés dans le temps et l'espace.

Le graphique ci-dessous propose une comparaison de l'évolution à l'échelle mondiale des indices calculés par les projets Polity IV et V-Dem. L'important décalage qui apparaît entre les deux indices jusqu'aux années 1980 s'explique par le fait que V-Dem inclut dans ses mesures les colonies des pays étudiés, ce qui permet de saisir les effets de la décolonisation en termes de démocratisation. Par ailleurs, la prise en compte de la variété des démocraties combinées avec leur score sur l'indice de polyarchie, permet de repérer d'importantes différences en fonction du type de démocratie considéré alors que des indices comme celui de Polity IV mesurent essentiellement au degré de libéralisme des régimes politiques.

Comparaison de l'évolution à l'échelle mondiale des indices calculés
par les projets Polity IV et V-Dem



Le troisième temps de la présentation de Staffan Lindberg est consacré aux conclusions qui ressortent des six années de recherche menées par l'équipe V-Dem. La principale difficulté consiste à établir des liens entre leurs nombreuses données et une théorie générale de la démocratie. Les chercheurs de V-Dem se sont inspirés de la manière dont la théorie évolutionniste articule les variables : il s'agit de considérer que seuls les systèmes politiques évoluent, et pas les pays. Ces systèmes se nichent, à la manière des « parasites » étudiés par la biologie, dans les pays alors considérés comme des « hôtes ». Cette perspective permet de différencier les indicateurs de démocratie, mesurés par V-Dem et les variables spécifiques à chaque pays (les « vecteurs ») pour comprendre les caractéristiques de chaque régime politique. Il devient alors possible de dégager des séquences de démocratisation, en déterminant, par des analyses statistiques, les relations qu'entretiennent les différentes variables.

Nonna Mayer

Nonna Mayer ouvre la discussion en rappelant l'importance de la réflexion sur ce qu'est la démocratie alors que se multiplient les formes de régimes hybrides dans une zone grise intermédiaire entre démocratie et autocratie (qualifiées selon les auteurs de « *illiberal* », « *defective* », « *pseudo* », « *minimalist* », « *low intensity democracy* », etc.). Elle salue l'impressionnant travail mené par les chercheurs de V-Dem, pour construire une base de données sans équivalent à ce jour, facilement utilisable et extrêmement complète, incluant un large spectre d'indicateurs qui peuvent caractériser une grande variété de régimes politiques dans le temps et l'espace. Toutefois, selon elle, ce projet pose une série de questions.

Peut-on vraiment faire confiance aux experts ? Les données ne pourraient-elles pas être complétées par des enquêtes ethnographiques ? Ou à l'inverse ne peut-on mobiliser les *big data* ? Comment est déterminée l'importance de chaque composante dans le calcul des scores de polyarchie ? Peut-on vraiment appliquer les mêmes indicateurs aux anciennes et aux nouvelles démocraties, notamment post-communistes ? Au-delà de la prise en compte du genre dans le calcul des indicateurs, les chercheurs du projet V-Dem tiennent-ils compte d'autres formes de domination (religieuse, ethnique...) ou encore des formes de domination militaire exercées par certains Etats sur d'autres dans le cadre de leur politique étrangère ? Enfin, dans la perspective de ce modèle évolutionniste des séquences de démocratisation, emprunté à la biologie, quelle serait la tendance aujourd'hui en matière de démocratisation ?

A la première question, Staffan Lindberg répond que les experts sont recrutés sur leur sérieux, au-delà de leurs compétences dans le domaine considéré. Pour les fidéliser les responsables s'efforcent de ne pas les surcharger de travail. Par ailleurs, ils comparent les évaluations des experts sur un même indicateur et tiennent compte des manières d'évaluer de chaque expert. Sur les manières de compléter les données de V-Dem avec des enquêtes ethnographiques, il lui semble que le travail quantitatif effectué est peut-être un bon moyen pour sélectionner les cas qu'il serait intéressant d'explorer en profondeur, dans un second temps, par une enquête qualitative. Quant aux *big data*, l'équipe du V-Dem est en train de réfléchir à une manière de les intégrer dans la démarche de collecte des données.

Pour ce qui est du score de polyarchie, le même poids est attribué à toutes les composantes. Les standards et les indicateurs sont universels afin de pouvoir effectuer des comparaisons dans le temps et l'espace. Sur les modes de domination, Staffan Lindberg reconnaît que des formes de domination ethnique, religieuse ou militaire sont des éléments importants pas suffisamment pris en compte dans les indicateurs de V-Dem. Malheureusement, la totalité des critères ne peuvent être intégrés à une telle échelle d'analyse.

Quant à l'emprunt à la biologie du modèle évolutionniste appliqué à la démocratie, il permet de restituer la complexité des processus de démocratisation, et leur interaction avec une série de facteurs qui, eux-mêmes, évoluent dans le temps. L'objectif est de repérer ces facteurs et de voir en quoi ils contribuent au succès ou à l'échec de cycles de démocratisation.

Discussion avec la salle

Une première série de questions porte sur la prise en compte de certaines formes de domination dans l'évaluation des régimes démocratiques, notamment en Israël un Etat démocratique, mais qui occupe des territoires palestiniens sur lesquels il implante des colonies; sur l'existence de corrélations entre les différents types de démocratie et enfin sur la nécessité d'historiciser les revendications de droits pour les minorités ethniques qui, selon les contextes, peuvent revêtir un sens très différent au regard de ce qu'est la démocratie.

Staffan Lindberg explique que l'évaluation de régimes comme celui d'Israël tient en partie compte de cette occupation, notamment à travers l'évaluation des libertés civiles dans les territoires palestiniens où V-Dem a des experts. L'évaluation pourrait toutefois être plus sévère si d'autres facteurs étaient pris en compte.

Une autre série de questions porte sur le choix des variables, sur la possibilité de créer de nouveaux indicateurs et sur l'évaluation de la liberté d'information.

Staffan Lindberg explique que les 353 indicateurs actuellement utilisés doivent demeurer relativement stables pour permettre la comparaison. V-Dem teste cependant avec le soutien d'organisations internationales d'autres variables, comme celui du rôle des militaires. Les indicateurs ont été choisis avec les experts qui, selon leur domaine de spécialité, ont proposé des listes au sein desquelles l'équipe de V-Dem a ensuite fait des choix. Pour ce qui est des

composantes de la polyarchie, les *codebooks* et le détail des indicateurs figurent sur le site internet du projet. Il est aussi possible de décomposer les différents éléments pris en compte dans la réalisation des graphiques. C'est par une analyse factorielle qu'ils parviennent à combiner les différents indicateurs du score de polyarchie. Pour la liberté d'information, une vingtaine d'indicateurs, dont la censure de la presse mais aussi l'autocensure des journalistes ou encore le degré de diversité des médias, sont examinés.

Une dernière question porte sur la prise en compte de l'évaluation que font les citoyens du régime politique du pays dans lequel ils vivent.

Staffan Lindberg indique que V-Dem n'intègre pas ces sondages, même s'il serait intéressant de comparer les données du projet à celles des enquêtes d'opinion sur la démocratie. Les évaluations données par les citoyens dépendent du contexte local, elles sont subjectives. Par exemple, après la fin de l'apartheid, les Sud-Africains avaient une bien meilleure image de leur démocratie que celle qu'ils en ont aujourd'hui. Pourtant, selon l'indice V-Dem, il manquait encore à l'époque de nombreux critères pour que la démocratie naissante soit positivement évaluée. A l'inverse, les citoyens peuvent se montrer très critiques à certains moments parce qu'ils ont de fortes attentes alors même que l'indice V-Dem est élevé. Ces sondages sont importants mais représentent un autre type de travail.